



Filamigna – Fampanandrosoa – Fomban-dRaza

Lot III AM 016 Amboanato Fort – Dauphin - Tel 032 02 470 50 / 034 43 355 14

Tolagnaro, le 11 Juillet 2025

A Madame la DIRECTRICE EXECUTIVE

de Rio Tinto QMM - TOLAGNARO

Objet / Rencontre KMMTM - RIO TINTO QMM

Madame la Directrice Exécutive,

À la suite de la visite de courtoisie effectuée par Mme Sahondra RABENARIVO auprès du Président du TOTENY TANÔSY le 28 mai 2025, en réponse à votre lettre du 29 avril 2025, une deuxième rencontre s'est tenue ce jour, 11 juillet 2025, au siège du TOTENY TANÔSY.

Nous avons exprimé à Mme Sahondra RABENARIVO notre gratitude pour avoir tenu sa promesse. Car, avouons-le sans détour : avec RIO TINTO QMM, même lorsqu'une deuxième rencontre est annoncée, elle est rarement effective.

Cette réunion a permis d'aborder plusieurs préoccupations majeures de la population, des sujets qui méritent des discussions franches et structurées.

Mme Sahondra RABENARIVO a proposé une troisième rencontre pour début août. Elle a indiqué qu'elle allait rapporter l'ensemble de ces points aux hauts responsables de RIO TINTO QMM afin d'envisager la suite des discussions et les étapes à venir. Elle a également précisé que d'autres parties prenantes seraient présentes.

Nous n'avons pas refusé cette proposition, mais nous lui avons signifié l'urgence de la situation : il devient difficile de calmer la population qui souhaite des réponses concrètes et rapides. Au fond, nous nous interrogeons : est-ce que la multiplication des rencontres ne serait pas, encore une fois, une stratégie de RIO TINTO QMM pour gagner du temps ? Après tout, il est déjà fréquent qu'aucune deuxième rencontre ne soit honorée. Et pendant ce temps, l'extraction continue sans relâche.

Face à cela, nous nous sommes résignés à appliquer un vieil adage anglais : « *Wait and see* ». Nous avons toutefois précisé que, pour la suite, nous souhaiterions échanger directement avec des décideurs.

Vous trouverez ci-après la liste des points soulevés, accompagnés de nos observations et de l'état actuel de chaque situation, afin de préparer la discussion lors de la troisième rencontre :

1. RECRUTEMENT

RIO TINTO QMM a signé la **Charte de suivi du recrutement et de l'approvisionnement**, charte qui a conduit à la mise en place du **Guichet Unique** le 30 octobre 2010. Cette réalité a d'ailleurs été rapportée et spécifiée par le Président Ny Fanja RAKOTOMALALA dans le *Rapport de développement durable 2010*. Une note d'approbation du Premier Ministre de l'époque, Monsieur VITAL Camille (n° 354/PM/CAB), avait été établie en ce sens.

Notre demande est claire : Nous réclamons l'application effective du **Guichet Unique**, quitte à y apporter les améliorations ou rectifications nécessaires selon le contexte actuel.

Notre question reste entière : Pourquoi un engagement aussi fondamental, validé par les plus hautes autorités de l'État, reste-t-il lettre morte sur le terrain alors que la population attend des retombées concrètes de la présence de RIO TINTO QMM ? Est-ce une question de volonté, d'organisation ou simplement de stratégie dilatoire ?

2. LICENCIEMENT

En **2023 et 2024**, nous avons été informés du départ d'environ une dizaine de jeunes locaux employés par RIO TINTO QMM, que ce soit par **licenciement** ou départ volontaire... mais, soyons honnêtes, souvent parce qu'ils y ont été **poussés**. Les dossiers qui nous sont parvenus révèlent, à notre avis, des **abus d'autorité**. D'ailleurs, certains de ces cas ont été portés devant le Tribunal, qui a donné raison aux plaignants.

Notre demande est sans équivoque : Pour éviter tout licenciement abusif, nous sollicitons la **mise en place d'un Comité disciplinaire** ainsi que la tenue d'un **Conseil de discipline** pour chaque situation, et non pas une simple **entrevue préalable au licenciement**, qui, selon nous, relève de l'arbitraire et laisse place aux injustices.

Notre vision est simple : Tout licenciement doit se faire **de manière collégiale et transparente**, avec des représentants de la communauté, du personnel et de la direction, afin de garantir la **justice, la dignité et l'équité** envers chaque employé.

3. EXPATRIÉS

En **2011 et 2012**, nous avons déjà formulé la demande suivante : que les **jeunes diplômés locaux ou nationaux** remplacent les expatriés, **dans la mesure où les compétences nécessaires ne sont pas disponibles localement**. À l'époque, quelques jeunes diplômés avaient effectivement été envoyés en stage et en formation, mais leur **intégration concrète dans les postes visés est restée, disons-le franchement, largement insatisfaisante**. Aujourd'hui, nous sommes informés du **retour massif des expatriés** au sein de RIO TINTO QMM.

Notre position est claire : Le **recours aux expatriés** ne devrait être qu'un **cas exceptionnel**, strictement réservé aux situations où **aucune compétence locale ou nationale n'est disponible**. Dans le cas contraire, il s'agirait d'un manquement grave aux engagements pris par RIO TINTO QMM envers la population et l'État malagasy.

Notre question reste entière : Est-il normal qu'après plus d'une décennie de présence, RIO TINTO QMM continue d'importer la majorité de ses compétences alors que nos jeunes formés et diplômés restent en marge du système ?

4. EXTERNALISATION, CONTRACTANTS ET AGENTS DE CONTRACTANTS

L'externalisation est, certes, une politique de gestion adoptée par toute grande société afin d'alléger ses charges. RIO TINTO QMM ne fait pas exception, d'où son **recours aux contractants**.

Cependant, cette pratique a des **conséquences négatives importantes** sur la population locale, pour plusieurs raisons, dont voici un aperçu sans filtre :

- Recrutements effectués **au gré des gérants**, sans règles claires ni procédures transparentes ;
- **Salaires extrêmement bas**, atteignant à peine le **tiers** de ceux versés aux employés directs de RIO TINTO QMM, et ce **en totale contradiction avec le barème salarial prévu par le Code du travail** ;
- Statut d'**éternel journalier** : certains travaillent depuis **2008/2009** sans jamais avoir été régularisés, en violation flagrante du Code du travail ;
- **Abus de pouvoir fréquents**, avec sanctions et renvois arbitraires sans recours possible ;
- L'existence des **P.O** (Personnel Occasionnel) n'améliore en rien cette situation, bien au contraire ;
- Les **personnes impactées par l'exploitation** sont rarement prioritaires dans ces recrutements, alors même qu'elles possèdent les compétences requises, comme le prouve leur embauche ponctuelle en cas de besoin urgent.

Problème majeur : L'**attribution des contrats reste opaque**, ce qui alimente de nombreuses rumeurs sur l'existence de **népotisme, de réseaux occultes et d'arrangements financiers**.

Nos propositions sont les suivantes :

- i. **Investigation approfondie** sur l'attribution des contrats antérieurs afin d'identifier les éventuelles irrégularités ;
- ii. Mise en place d'une **transparence totale** dans le processus d'attribution des contrats ;
- iii. Pour chaque contrat, **stipuler clairement** le poste, le salaire et l'ensemble des avantages y afférents, afin d'éviter toute forme d'exploitation déguisée ;
- iv. **Établir une convention collective**, garantissant un cadre protecteur et équitable pour tous les travailleurs ;
- v. Mettre en place un **délégué du personnel** pour défendre les droits des contractants ;
- vi. Exiger que **tout recrutement passe impérativement par la procédure du Guichet Unique**, comme cela avait été initialement prévu ;
- vii. **Attribuer un quota de postes par commune impactée**, pour garantir un minimum d'équité territoriale.

Notre question reste : L'externalisation est-elle réellement un outil de gestion ou est-elle devenue, dans la pratique, un système organisé de précarisation des travailleurs locaux au profit des intérêts financiers ?

5. LOCATIONS DE VOITURES

Questions fondamentales : À qui appartiennent **réellement** toutes ces voitures louées par RIO TINTO QMM ? Qui sont les bénéficiaires finaux de ces contrats de location ?

Nos demandes : La réalisation d'une **investigation et d'une expertise indépendante** sur l'identité des propriétaires de ces véhicules ainsi que sur la nature exacte des contrats y afférents.

Constat sur le terrain : Selon les informations que nous avons recueillies, les voitures appartenant aux **locaux** sont principalement affectées à des **travaux et trajets difficiles**, exposant ainsi ces véhicules à une usure prématurée. Pendant ce temps, les autres voitures sont affectées à des missions beaucoup plus simples, voire confortables.

Et quid des voitures de Materauto ?

Notre position est claire : Le principe du **“local content”** (contenu local) doit être respecté et priorisé. L'affectation des véhicules doit être **revue et rééquilibrée** afin de garantir une répartition juste et équitable des opportunités économiques et d'éviter une exploitation déguisée des ressources locales.

Notre question reste posée : Est-il normal que, dans leur propre région, les prestataires locaux soient relégués aux tâches les plus pénibles pendant que les autres récoltent les avantages des missions plus légères ?

6. ENTREPRISES ET PRESTATAIRES DE SERVICES

Constat amer mais réel : Depuis des années, **4 à 5 entreprises seulement** sont **systématiquement prioritaires** pour l'attribution des marchés et prestations de services de RIO TINTO QMM. Et pendant ce temps, **les entreprises locales restent exclues**, comme si elles n'avaient aucune compétence à offrir.

Nos propositions sont simples et justes :

- i. Mettre en place des **appels d'offres transparents**, ouverts et équitables, afin de garantir l'accès aux marchés à **toutes les entreprises compétentes**, sans favoritisme ni réseau opaque ;
- ii. Procéder à un **renouvellement périodique** des prestataires, car il est inacceptable qu'une poignée d'entreprises garde le monopole indéfiniment, alors que d'autres n'ont jamais eu leur chance ;
- iii. Toujours appliquer et respecter le principe du « **local content** », afin de favoriser réellement les acteurs économiques locaux et leur permettre de bénéficier des retombées de l'exploitation de leurs propres ressources.

Notre question reste posée : Qu'est-ce qui justifie que les mêmes entreprises soient toujours retenues ? S'agit-il de compétences uniques ou simplement de relations privilégiées ?

7. ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE TRANSFORMÉE EN ENTREPRISE

Constat des communautés : Les doléances nous sont parvenues des communautés de **Mandromodromotra** avec le *DIMY RAZA*, d'**Iagnandrano**, de **Mangaiky** et d'**Ampasy Nahampoa**. Ces doléances concernent la transformation d'associations communautaires en entreprises. À l'origine, des **associations issues des clans existants dans chaque fokontany ou zone** géraient les travaux émanant de RIO TINTO QMM (HIMO, pépinières, etc.). Elles étaient porteuses d'une logique communautaire, solidaire et équitable.

Problèmes rencontrés :

- **Les maires s'en mêlent**, exerçant une mainmise pour des intérêts financiers et du clientélisme politique, pendant que RIO TINTO QMM ferme les yeux ;
- Transformation des **associations en entreprises**, ce qui introduit la logique de **profit et de bénéfices individuels**, aux dépens de l'intérêt collectif ;
- Les **membres de bureau des anciennes associations**, devenus directeurs ou chefs d'entreprise, **font la pluie et le beau temps** : acquisition de Bajaj, motos, terrains, nouvelles maisons... pendant que **les clans fondateurs sont écartés** et que le recrutement se fait ailleurs ;
- Les doléances, pourtant adressées à RIO TINTO QMM, **restent lettres mortes**. Est-ce une stratégie délibérée : **diviser pour mieux régner ?**

Position des communautés : Elles n'empêchent pas la collaboration entre RIO TINTO QMM et une entreprise quelconque. Cependant, elles exigent que l'on **dissocie clairement les rôles** et que l'on attribue également des travaux aux **associations communautaires issues des clans**, car « *il faut rendre à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu* ».

Nos propositions :

- i. **Investigation approfondie** sur la transformation de ces associations et les abus qui en découlent ;
- ii. **Exclusion des maires** des affaires internes des associations et des processus d'attribution de marché ;
- iii. Retour aux **associations communautaires de base**, avec **renouvellement des membres de bureau**, car les anciens ont déjà créé leurs propres entreprises ;
- iv. Stipuler clairement dans chaque contrat : **les émoluments, les avantages, la répartition des tâches, les modalités de recrutement**, pour garantir transparence et équité ;
- v. Pour **Ampasy Nahampoa**, mise en place d'une **association basée sur les clans**, afin de leur permettre, eux aussi, de participer et de bénéficier des retombées.

Notre question reste posée : Quand est-ce que l'exploitation des ressources de notre terre deviendra enfin un vecteur d'**unité et de développement collectif**, et non un levier d'enrichissement personnel au détriment des communautés fondatrices ?

8. EAU

Analyses de la qualité de l'eau :

Questions en suspens : Où en sont les **résultats des analyses d'Ambavarano (2022)** et d'**Andranosôky (2023)** ? Pourquoi aucun retour officiel n'a été communiqué aux communautés concernées ?

Nos demandes :

- i. La **réalisation d'analyses de l'eau de Lagnirano**, afin d'éclairer la situation sanitaire actuelle ;
- ii. La conduite de **nouvelles analyses globales**. Nous réaffirmons ici notre disponibilité : nous sommes prêts à nous déplacer à Antananarivo pour faire effectuer ces analyses et **rapporter personnellement les résultats à Fort Dauphin**, afin de lever tout doute et toute suspicion.

Eau issue de l'exploitation minière :

Nos demandes :

- i. La mise en place d'une **unité de purification de l'eau avant rejet**, pour éviter tout risque de pollution des rivières, des nappes et de l'environnement ;
- ii. À défaut, l'adoption d'un **système fermé**, garantissant une utilisation et un recyclage complets sans rejet polluant.

Eau pour la ville de Fort Dauphin :

Nos propositions :

- i. L'achat et l'installation de **filtres pour l'eau de Lagnirano**, ou, à défaut, l'approvisionnement de la ville par la même eau que celle utilisée pour la phase et les installations de RIO TINTO QMM ;
- ii. L'utilisation de l'**eau d'Ifaho** pour approvisionner la ville, ce qui permettrait de clore définitivement toutes les discussions et suspicions sur la qualité de l'eau et les maladies qui en découlent ;
- iii. La **construction d'un château d'eau** pour la ville, afin de garantir une distribution plus équitable et sécurisée.

Notre question reste posée : L'accès à une eau saine et potable est un **droit fondamental**. Dans un contexte où RIO TINTO QMM exploite des ressources qui impactent l'eau, n'est-il pas temps que l'entreprise contribue pleinement à la **sécurité hydrique des populations locales** ?

9. SEUIL DÉVERSOIR

Propositions concrètes :

- i. **Rempoissonnement** avec des **espèces adaptées** à l'écosystème local, afin de restaurer la biodiversité aquatique impactée ;

- ii. Mise en place d'**Activités Génératrices de Revenus (AGR)** pour la population d'**Andrakaraka**, afin de compenser les pertes économiques et d'améliorer les conditions de vie ;
- iii. **Exploration d'autres alternatives**, à discuter de manière participative avec la communauté, pour garantir des solutions durables et acceptées par tous.

Notre question reste posée : Qu'attendons-nous pour transformer ce seuil déversoir, source actuelle de déséquilibres, en un véritable **levier de développement et de résilience pour la population locale** ?

10. BOURSES PACT : BACC+

Sans commentaire pour les bourses attribuées au niveau des écoles primaires et secondaires ; c'est une bonne chose, bien méritée. **Mais pour les zones impactées, l'obtention du Baccalauréat est un vrai parcours du combattant**, notamment à cause des difficultés financières rencontrées par les familles.

De plus, les bourses dites élitistes sont **majoritairement attribuées à des citoyens** ; souvent des personnes qui ne sont même pas originaires de Fort Dauphin, mais qui sont là de passage pour le boulot ou autres raisons. Les jeunes impactés, eux, sont souvent laissés de côté.

Ces jeunes **ne restent pas à Fort Dauphin**, ils partent chercher ailleurs ce qui leur manque, et le principe de **redevabilité** disparaît. On ne peut pas leur en vouloir : sans une vraie **appropriation locale**, difficile d'espérer leur engagement durable.

Nos propositions :

Une **répartition équitable des bourses**, ciblant en priorité les jeunes issus des zones impactées, selon la liste suivante :

- Mandromodromotra
- Ampasinahamapoana
- Andrakaraka
- Manambaro
- Mahatalaky
- Et enfin, les bourses élitistes traditionnelles.

Notre question reste posée: Comment prétendre bâtir un avenir durable si les jeunes premiers concernés par les impacts sont exclus des opportunités éducatives qui leur permettraient justement d'être les acteurs de demain ?

11. GESTION DES PLAINTES

Propositions concrètes : Nous proposons la **réactivation des anciennes structures de gestion des plaintes**, structures mises en place à l'époque par arrêtés, mais qui sont aujourd'hui **inopérantes**. Si besoin, une **amélioration organisationnelle** de ces structures s'impose pour qu'elles soient plus efficaces, transparentes et accessibles. À défaut, il faudra envisager la **mise en place de nouvelles instances**, clairement identifiées, où les populations pourront librement transmettre leurs doléances et préoccupations, afin de savoir **à qui s'adresser en cas de problème**. **Pour garantir la crédibilité et l'indépendance**, la création

d'un **Comité de suivi indépendant**, composé notamment de membres de la société civile et d'experts, sera proposée aux autorités locales et nationales.

Notre question reste posée : Comment restaurer la confiance si les populations n'ont pas de mécanisme clair, impartial et efficace pour faire entendre leurs voix et obtenir réparation ?

12. ENVIRONNEMENT

Principe fondamental : POLLUEUR / PAYEUR

Le déversement **récurrent** d'eaux usées, surtout après les pluies diluviennes, dans la rivière utilisée par la population des zones limitrophes de l'exploitation ainsi que par la ville de Fort Dauphin, est un **problème grave et persistant**. Ajoutons à cela les grains de poussière qui s'éparpillent partout, sans contrôle ni filtre. Ces faits ont des **impacts directs et négatifs sur l'environnement** et la santé des populations. **Il est impératif que des dédommagements ou compensations soient mis en place**, en conformité avec le principe de responsabilité environnementale.

Propositions :

- Création d'un **centre de recherche agro-forestier** dédié à la restauration et à la gestion durable des écosystèmes locaux ;
- Clarification urgente de la **destination des acacias** exploités ou coupés, pour éviter toute suspicion d'exploitation abusive ;
- Mise en place d'un mécanisme d'**indemnisation** juste et rapide pour les populations affectées.

Notre question reste posée : Peut-on continuer à tolérer une exploitation qui détruit l'environnement sans en assumer clairement les conséquences et en réparant les dégâts causés?

13. SANTÉ

a) **Constat alarmant :**

On assiste à la **prolifération de maladies jusque-là inexistantes** dans la zone :

- Paludisme qui persiste **toute l'année**,
- Diarrhées chroniques,
- Malformations congénitales,
- ...et d'autres pathologies émergentes inexplicables.

Nos demandes :

Des **descentes médicales et environnementales**, accompagnées d'**analyses complètes**, doivent être réalisées pour :

- **Rassurer la population** quant aux effets de l'exploitation minière sur leur santé ;
- **Analyser l'évolution de ces maladies sur les cinq dernières années** pour identifier clairement les causes et agir en conséquence.

Remarque : Les consultations gratuites initiées auparavant sont des **initiatives louables**, mais elles restent **limitées dans le temps et insuffisantes** face aux besoins réels.

b) Nuisance sonore :

Plusieurs fokontany subissent une **pollution sonore importante**, notamment la nuit : on entend les bruits des engins et moteurs jusqu'à Ankà Maromagniry, Enato, Ambaniala... Le plus choquant est que ces fokontany, bien qu'impactés, **ne bénéficient d'aucune retombée** car ils ne sont pas officiellement considérés comme impactés par l'exploitation.

Nos demandes :

- Revoir la **cartographie des fokontany impactés** ;
- Mettre en place des **normes de nuisance sonore acceptables pour la santé humaine**, et s'assurer de leur respect.

c) Pollution atmosphérique :

Des **grains de poussière** se retrouvent partout : sur les feuilles, les branches et les fruits des arbres. La question est simple mais cruciale : **Qu'est-ce que c'est ? D'où cela vient-il ?**

Nos demandes : Des **analyses et descentes de terrain** doivent être organisées pour :

- Identifier la nature de ces poussières,
- Informer clairement la population,
- Lever les doutes et suspicions légitimes.

d) Radioactivité :

Nos demandes :

- i. Organisation de **campagnes de sensibilisation, d'éducation et d'information structurée** pour aider les populations à comprendre ce qu'est la radioactivité et quels sont les risques d'exposition aux radiations ;
- ii. **Mesure régulière du niveau de radiation**, non seulement au sein de la société, mais également dans les **fokontany limitrophes et dans les eaux jusqu'à Lagnirano**, pour garantir la sécurité et la sérénité de la population.

Notre question reste posée : Comment parler de développement durable si la santé des populations est sacrifiée sur l'autel du profit, sans mesures transparentes ni réponses claires aux inquiétudes légitimes des communautés ?

14. ÉLECTRICITÉ

Constat : C'est **RIO TINTO QMM** qui fournit l'électricité à **Fort Dauphin**. Beaucoup pensaient que cela relevait d'une œuvre de bienfaisance de la société, qui entraînerait **une baisse des tarifs de la JIRAMA** au bénéfice des populations locales.

Ironie du sort : La réalité est toute autre. Les habitants se plaignent que les **tarifs appliqués à Fort Dauphin sont plus élevés** que ceux pratiqués dans d'autres zones du pays, y compris là où il n'y a pas de gros investisseurs.

Notre question reste posée : Pourquoi cette situation ? ; Où en est le projet de **panneaux solaires et de parc éolien** qui avait été annoncé pour favoriser l'accès à une énergie renouvelable, durable et moins coûteuse ?

15. CULTURE

Sépultures et cimetières : Il s'agit d'un dossier sensible et culturellement important. Nous reconnaissons que des **équipes de RIO TINTO QMM ont effectué des déplacements** sur les sites et ont engagé des discussions avec les propriétaires concernés.

Cependant : Le dossier est considéré comme **clos pour l'instant**, mais nous **continuons à suivre de près son évolution**, car la culture et le respect des ancêtres restent au cœur de notre identité.

16. TERRAIN

Constat : Nous sommes déjà en **phase terminale de l'exploitation de Mandena**, pourtant, **des problèmes fonciers persistent encore**. La question se pose : pourquoi tant de lenteurs ?

Nos propositions et exigences :

- i. Nous demandons que **toutes les doléances relatives aux terrains soient traitées dans les plus brefs délais**.
- ii. Plus particulièrement, les cas d'**Andranokana et Andrakaraka** doivent être réglés **sans délai**.

Ultimatum communautaire : Nous **donnons jusqu'à la fin de l'année** pour régler l'ensemble de ces problèmes fonciers. Après cette échéance, il sera difficile de contenir la frustration et la colère des communautés concernées.

Notre question reste posée: Comment parler de fin d'exploitation sereine si la base même de l'exploitation, le foncier, reste source de tension et d'injustice pour les habitants ?

17. AGRICULTURE

Constat :

Des **fruits atrophiés ou présentant des anomalies manifestes** ont été observés, tels que :

- *Akondro mena raviny* (bananiers aux feuilles rouges),
- Corossols,
- Cœurs de bœuf,
- ...et d'autres cultures locales.

Notre question reste posée : Il est **prématuré d'affirmer** que ces anomalies proviennent directement de l'exploitation minière. C'est pourquoi nous **sollicitons une descente**

commune, suivie d'**analyses approfondies**, pour lever tout doute et éviter la propagation de suspicions infondées ou d'angoisses injustifiées.

Actions agricoles menées : La **distribution de semences, d'engrais NPK, etc.**, reste une **initiative positive**, mais elle doit être :

- **Poursuivie et renforcée**,
- Réalisée **au moins deux fois par an** pour un réel impact.

Problème identifié :

Concernant les **composts distribués**, les paysans les ont souvent rejetés, estimant qu'ils n'étaient **pas conformes aux normes**. Nos investigations montrent que :

- L'attribution des marchés liés à ces composts souffre de **népotisme**,
- Certains **prestataires ne maîtrisent pas leur sujet**,
- Résultat : **RIO TINTO QMM en subit directement les conséquences**, en termes de crédibilité et d'efficacité des actions.

Nos propositions concrètes :

- Peaufiner la liste des bénéficiaires**, car actuellement, certaines personnes inscrites ne sont que **usufruitiers**, et il est logique qu'ils vendent leur part puisqu'ils n'ont ni le terrain ni la maîtrise de la culture concernée ;
- Financer les activités agricoles** par la **RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises)**, pour assurer un développement durable et inclusif ;
- Promouvoir la **culture maraîchère**, avec une **fourniture adéquate de matériels agricoles** ;
- Renforcer l'**animation et l'encadrement technique**, car c'est **le maillon manquant** pour garantir le succès des activités agricoles et la montée en compétences des producteurs.

Notre question reste posée : Comment garantir la sécurité alimentaire locale si les actions agricoles restent mal ciblées, mal encadrées, et si les prestataires choisis ne maîtrisent pas réellement leurs missions ?

18. ÉLEVAGE

Vaccination : La **vaccination des bovidés** est une action salubre qui doit absolument être **poursuivie sans interruption**, afin de protéger le cheptel et garantir la sécurité alimentaire et économique des éleveurs locaux.

Nos propositions concrètes :

- Problème de pâturages** :
 - Ce sujet doit être **ouvertement discuté**, car la raréfaction des pâturages menace directement l'élevage traditionnel et aggrave la vulnérabilité des éleveurs.
- Plantation d'aliments pour bétail** :

- Mettre en place des programmes de **plantation de fourrages et d'aliments pour bétail**, adaptés aux réalités climatiques et écologiques locales, pour assurer une alimentation animale suffisante toute l'année.
3. **Activités Génératrices de Revenus (AGR) :**
- Promouvoir et financer, via la **RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises)**, des AGR en **pisciculture, aviculture, apiculture, etc.**, afin de diversifier les sources de revenus des ménages et renforcer leur résilience économique.

Notre question reste posée : Comment bâtir un développement durable et inclusif si l'élevage, pilier ancestral et économique des communautés rurales, reste négligé dans les stratégies d'accompagnement ?

19. PÊCHE

Constat : Les pêcheurs locaux restent **économiquement vulnérables**, alors même que leurs activités constituent un pilier alimentaire et culturel majeur.

Nos propositions concrètes :

1. **Activités Génératrices de Revenus (AGR) :**
 - Développer des **AGR spécifiques pour les pêcheurs**, financées via la **RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises)**, afin de diversifier et sécuriser leurs revenus.
2. **Animation et encadrement technique :**
 - Mettre en place un **accompagnement régulier**, avec des formations et un encadrement technique adaptés, pour optimiser les pratiques de pêche et renforcer la gestion durable des ressources.
3. **Développement de l'aquaculture en cage ou akadja :**
 - Promouvoir **l'aquaculture en cage dans la lagune d'Ambavarano**, comme alternative durable, génératrice de revenus et permettant de réduire la pression sur les ressources halieutiques naturelles.

Notre question reste posée : Comment envisager une prospérité durable pour la région si ceux qui vivent de la mer n'ont ni accompagnement structuré, ni investissement solide pour pérenniser et diversifier leurs activités ?

20. USUFRUITIERS

Constat : Il existe **deux catégories d'usufruitiers** dans la zone :

- i. **Ceux qui n'ont pas de terrain** et ne pratiquent pas la pêche ;
- ii. **Ceux qui disposent de terrain** et pratiquent la pêche, mais qui utilisent également la **forêt de Mandena** pour renforcer leurs revenus, car c'est une source d'argent rapide.

Nos propositions concrètes :

- **Promesse de compensation :** Elle n'a **toujours pas été tenue à ce jour**. Nous demandons le respect immédiat de cet engagement.

- **Établir une liste détaillée des usufruitiers** : En **dissociant clairement les deux catégories**, afin de garantir une répartition juste et transparente des compensations et des appuis.
- **Développer des AGR (Activités Génératrices de Revenus)** : Pour offrir des alternatives économiques durables et réduire la dépendance aux activités informelles et destructrices de l'environnement.
- **Animation et encadrement** : Mettre en place un **accompagnement technique, social et économique** afin de structurer leurs activités et d'assurer leur insertion dans un développement local durable.

Notre question reste posée : Comment construire la paix sociale si les promesses de compensation restent lettre morte et si les vrais usufruitiers ne sont pas identifiés ni accompagnés de manière adaptée ?

21. MAHAMPY

Constat : Qu'en est-il de l'**application stricte du CCE (Cadre de Conduite Environnementale) et du PGEP (Plan de Gestion Environnementale et Sociale)** concernant les Mahampy ?

En effet, **le CCE et le PGEP ne prévoient pas l'interdiction d'exploitation**, mais recommandent :

- La **mise en œuvre d'un plan d'exploitation durable des Mahampy**,
- Et la **possibilité d'une compensation des manques à gagner** en cas de défaillance ou d'indisponibilité de ces ressources, tant en quantité qu'en qualité.

Notre proposition : Nous **réclamons l'application stricte et complète du CCE et du PGEP**, conformément aux engagements pris et aux droits des communautés dépendantes des Mahampy.

Notre question reste posée : Comment garantir le respect de l'environnement et des populations si les cadres de conduite environnementale et sociale restent de simples documents sans application effective sur le terrain ?

22. PROJET COMMUNAUTAIRE INADAPTÉ

Constat : Le **PDI (Plan de Développement Intégré)** est un **échec**. Quant aux **HIMO (Haute Intensité de Main-d'Œuvre)**, ce ne sont que des **activités ponctuelles**, sans impact majeur sur la vie des paysans. Elles se contentent de **régler le présent**, sans aucune perspective d'avenir durable.

Notre proposition concrète :

- **Cibler et mettre en place des projets réellement structurants**, qui contribuent à **améliorer durablement la vie des paysans**, en particulier ceux qui sont impactés par l'exploitation minière.
- **Ces actions doivent être intégrées dans la stratégie RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises)**, afin d'assurer un développement inclusif, équitable et pérenne pour les communautés.

Notre question reste posée : Comment peut-on parler de responsabilité sociale si les projets communautaires mis en place n'ont aucun impact structurant et laissent les paysans dans la même pauvreté qu'hier ?

23. REDEVABILITÉ SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE (RSE)

Constat : Nous demandons des informations claires et détaillées sur la structure, l'organisation, les bénéficiaires et les cibles de la RSE de RIO TINTO QMM.

Notre proposition immédiate : Nous vous invitons à consulter notre **lettre n°009-2025 / TOTENY TANÔSY en date du 08 Juillet 2025**, adressée au Directeur des relations avec la communauté de RIO TINTO QMM, qui développe déjà ces préoccupations.

Recommandations stratégiques pour la RSE :

1. Refondation de la gouvernance de la RSE : ouvrir les cercles de décision

Créer un Comité Local de Pilotage Multiacteurs (CLPM) regroupant :

- Représentants des **communautés locales** (OSC, Fokontany, autorités traditionnelles, jeunes, femmes),
- Autorités locales,
- QMM,
- ONG et **experts indépendants**.

Objectif :

- Assurer que les **décisions de financement et d'orientation stratégique** soient **copilotées et documentées publiquement**.
- Mettre en place un **mécanisme de redevabilité locale**, incluant :
 - **Audits citoyens réguliers**,
 - **Séances publiques de restitution**.

2. Transparence budgétaire et traçabilité des impacts

Exiger la publication annuelle d'un rapport RSE détaillé incluant :

- Les **montants dépensés par axe** (santé, éducation, environnement, infrastructures),
- Les **bénéficiaires identifiés**, avec une ventilation par commune et par groupe social,
- Les **impacts mesurables** (ex. : nombre d'enfants scolarisés, qualité de l'eau, emplois créés).

Assurer l'indépendance des évaluations des projets financés, avec implication d'universités ou d'experts locaux.

3. Orientation des investissements vers le long terme et le durable

Cesser les projets "vitrine" à effet cosmétique ou court-termiste.

Prioriser des projets à fort levier communautaire, tels que :

- L'installation d'**infrastructures d'eau potable réellement fonctionnelles**,
- Le soutien à l'**agriculture durable et à l'aquaculture** (formation, appui technique, accès au marché),
- Le développement de l'**écotourisme local** (protection des sites naturels, accueil communautaire),
- La construction de **structures de santé** équipées et dotées de personnel qualifié (scanner, maternité, centre de soins primaires).

4. Recentrer la RSE sur le social et la justice environnementale

Inclure des compensations claires pour les zones dégradées : reboisement, restauration des dunes, remise en état des rivières.

Appliquer le principe pollueur-payeur, avec des **plans d'atténuation concrets et budgétés**.

Soutenir les droits fonciers des communautés riveraines : accès à la terre, dédommagements, sécurité foncière.

5. Faire confiance aux communautés locales, sans paternalisme

Changer de paradigme : Considérer les habitants non plus comme de simples **bénéficiaires passifs**, mais comme **partenaires actifs**.

Concrètement : Former, accompagner et financer des **initiatives locales autonomes**, en dotant les communautés de ressources suffisantes pour **concevoir et piloter leurs projets**.

Notre question reste posée : Comment construire un véritable développement durable si la RSE reste une vitrine, sans gouvernance partagée, sans transparence budgétaire et sans reconnaissance pleine et entière des communautés comme **acteurs majeurs de leur propre destin** ?

24. L'APRÈS-MINES

Urgence : Préparer sérieusement la période post-exploitation — dès maintenant, car la fermeture de Mandena approche (2027 et au-delà).

On ne veut pas que nos enfants héritent d'un désert de dunes sans avenir ni solutions.

Nos exigences et propositions claires :

- **Élaborer un Plan Local de Transition Post-Mine**, co-construit avec les collectivités locales et les communautés, qui soit à la fois réaliste, concret et inclusif.
- **Créer un fonds de transition économique dédié**, alimenté dès aujourd'hui par QMM, pour financer la reconversion des activités et le développement durable.
- **Développer un cadre de transfert progressif** des infrastructures minières (routes, bâtiments, équipements) vers les acteurs publics ou communautaires, afin d'éviter l'abandon et de valoriser ce patrimoine au bénéfice de tous.

Notre question reste posée : Peut-on vraiment parler de développement durable si la fermeture imminente de la mine est ignorée, sans vision, sans anticipation, laissant derrière elle un vide social, économique et environnemental ?

Ainsi, Madame la Directrice,

Ces préoccupations ne sont pas de simples plaintes, mais bien des **cris du cœur** de communautés qui vivent chaque jour les réalités concrètes de l'exploitation.

Nous plaçons notre **espoir sincère** que cette troisième rencontre marque un véritable **tournant**, et non une étape supplémentaire dans une **stratégie dilatoire** qui n'apporte rien de concret.

Nous attendons de votre part une réponse **rapide, claire et engagée**, à la hauteur des défis et des attentes.

Respectueusement,

TOTENY TANÔSY